



**Déclaration de la Fédération Syndicale Unitaire au
Comité Social d'Administration de l'Académie de Dijon
Session de repli du jeudi 4 avril 2024**

Monsieur le Recteur, mesdames et messieurs les membres du CSA-A

Comment croire que l'Éducation est une priorité quand le budget de l'Éducation Nationale n'est même pas préservé des coupes budgétaires ?

Le décret annulant 10 milliards de dépenses est paru au Journal Officiel le 22 février. L'Éducation Nationale doit rendre 692 millions d'euros en 2024, pris sur un fond de réserve d'après le ministère, essentiellement destinés à financer des emplois dans le 1^{er} et dans le 2nd degré, des postes d'AED et d'AESH. Cette somme aurait dû être utilisée pour payer des salaires en fin d'année scolaire et pour financer le "choc des savoirs" de la rentrée 2024. La mise en place des groupes de niveau, consommerait près de 7000 postes, le ministère pensait la faire avec seulement 2300 emplois. Il vient de se priver de toute marge de manœuvre. On ne réforme pas l'Éducation Nationale en supprimant des moyens. Combien devons nous rendre dans notre académie ?

Car notre académie à la rentrée 2024 supprimera déjà 98 postes dans 1^{er} degré et 60 équivalents temps plein dans le 2nd degré, la plupart du temps dans les lycées. Voici clairement la priorité donnée à l'Éducation en Bourgogne. Ce plan social s'accompagne d'une encore plus forte dégradation des conditions d'exercice avec la multiplication des compléments de service sur 2 ou 3 établissements, détérioration fortement corrélée avec la mise en place du choc des savoirs.

Les choix d'investissement de notre ministère sont tout autre. A quelques mois des Jeux Olympiques et Paraolympiques qui vont se dérouler en France, le gouvernement va dépenser 16 millions d'euros pour une opération de communication. Chaque élève du CP au CM2 va recevoir une pièce de 2 € et un livret explicatif sur les jeux olympiques. La FSU considère cet envoi dans les écoles comme une véritable provocation. Au moment où Bercy annonce des économies drastiques dans les ministères, ce sont 16 millions d'euros qui viennent d'être trouvés et dépensés. Si seulement ce kit avait une visée pédagogique... Ce n'est pas le cas. Quelle est la pertinence de distribuer de l'argent aux élèves par les enseignants ? La valeur d'une pièce de 2 € n'est pas la même selon l'origine sociale : quand certains élèves garderont cette pièce en souvenir, d'autres la donneront à leurs parents pour acheter du pain. Au lieu de donner une pièce à chaque élève du 1^{er} degré, le ministère aurait été bien inspiré d'utiliser l'argent public à bon escient, en finançant une école publique disposant d'installations sportives, ou en investissant dans la formation initiale des PE en EPS ou en recrutant des professeurs d'EPS, discipline qui a perdu 1200 postes depuis 2017.

A la FSU, nous contestons le modèle d'École proposé par le gouvernement du collège au lycée : groupes de niveau, classes prépa 2^{nde}, réforme du lycée, Parcoursup, évaluation nationale dans toutes les classes, manuels scolaires imposés dans certaines régions. Ce modèle vise à faire sortir de l'école publique, le plus tôt possible et à chaque étape de leur scolarité, les élèves des classes populaires. Il s'attaque aussi à l'autonomie professionnelle et à la liberté pédagogique, vues comme des obstacles à l'application mécanique de réformes pourtant quasi unanimement rejetées. Au collège, la note de service du 15 mars ne trompe personne : l'organisation en groupes de niveau vise bien à creuser les inégalités entre les élèves et à mettre au pas les professeur·es, et faute de convaincre celles et ceux qui font l'École de renoncer à leur éthique du Service Public, elle s'en remet au management local pour tenter d'imposer ce que toutes et tous rejettent. C'est un aveu de faiblesse et d'échec. Nos collègues professeur·es de Lettres et de Mathématiques sont désormais placés ainsi en première ligne et en souffrance, après celles et ceux de technologie.

Dans le 1^{er} degré, augmentation des signalements et des fiches RSST, hausse du nombre de démissions et des demandes de reconversion, chute du nombre de candidats aux concours et manque d'attractivité du métier : tous les indicateurs sont dans le rouge. La campagne « J'alerte » de la FSU-SNUipp met en lumière ces difficultés et le mal-être des PE face à des conditions de travail dégradées et à la non reconnaissance de leur métier.

En érigeant l'uniforme et le SNU au rang de priorités politiques et budgétaires, le gouvernement fait un choix clair : celui d'une École du tri social, d'une École passéiste et conservatrice, qui nie l'engagement et l'expertise professionnelles. Les futurs stages de fin de 2nde sont un échec et ne font aucun sens pour les élèves tant la plateforme essayant de proposer des stages mise en place est indigente.

Dans la poursuite des politiques menées, les Services Publics sont particulièrement visés par les diminutions de moyens et le détricotage des statuts. La FSU continuera à porter auprès de la profession et des usagers l'idée que les Services Publics et la Fonction Publique sont intimement liés, que l'un ne va pas sans l'autre et qu'il faut les renforcer.

Pourtant, l'urgence serait de donner réellement les moyens éducatifs à notre école, afin de lutter contre toutes les violences, qu'elles soient sociales ou scolaires. Oui investir dans l'école est un gage de réussite sur l'avenir. Au-delà d'un mandat électoral car enseigner et éduquer demande du temps. Investissez maintenant dans l'école plutôt que dans le maintien de l'ordre plus tard. C'est ici un vrai choix de société !

Par exemple, l'actualité a montré le besoin impératif de recrutement de PsyEN, EDA et EDO. Le nombre de contractuel·les est élevé et peu restent sur le long terme. Encore une forme de mépris pour nos métiers. Recruter des psychologues devrait être une priorité dans nos 4 départements ! Votre impossibilité de recruter des personnels formés illustre malheureusement les conséquences du mépris salarial de l'Éducation Nationale et de l'absence de volonté de développer ce secteur avec également les moyens informatiques nécessaires.

Le choix de la FSU et de ses syndicats est donc limpide : fédérer les forces attachées au projet de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire. Notre fierté, notre mission est bien d'accueillir tous les élèves, partout, sans distinction d'aucune sorte, d'être ambitieux pour chacun·e, de respecter et de participer à une véritable liberté de conscience notamment par la construction de l'esprit critique autour de savoirs et savoir-faire. Le 2 avril, la FSU était aux côtés des personnels mobilisés pour un autre projet d'École.

Pour conclure Monsieur le Recteur, notre académie ne se pilote ni à coups de moyens en moins, ni avec des discours.

Elle devrait se piloter avec le souci d'accompagner et de soutenir tous les personnels, en donnant ce qui est nécessaire.

Monsieur le Recteur, ce que la FSU exige, ce sont des actes, un choc des moyens et non des savoirs !